

...en collaboration avec la Bibliothèque Municipale

Compte rendu de la Soirée-débat du jeudi 21 avril 2016

Thème : « **La crise, les organisations, les individus** »

Nous étions 25 présents ce jeudi. Jean-Paul souhaite la bienvenue à tous et excuse les personnes (Monique et René, Annie, Fanny, Béatrice, Anne-Marie et Roland), qui pour différentes raisons, ont exprimé leurs empêchements et leurs regrets de ne pouvoir être présentes ce soir.

Avant de commencer la soirée, il évoque rapidement parmi les questions débattues en Conseil d'Administration de « Philo & Partage » lundi dernier, la nécessité de faire appel à tous ceux qui participent aux soirées-débats pour rejoindre les instances d'organisation de l'association afin d'étoffer et le Conseil d'Administration et le Bureau. Il convient en effet de partager davantage les tâches administratives (notamment de gestion et de secrétariat) qu'exige le bon fonctionnement de l'association. « Philo & Partage » peut certainement compter sur la bonne volonté et la disponibilité de nombreux adhérents voire sympathisants pour aider à assurer la logistique de ses activités.

La prochaine Assemblée Générale de l'association aura lieu le mardi 28 juin 2016 (Salle des Fêtes)

Rappel des objectifs et méthodes des soirées-débats

Comme à chaque début de séance, l'animateur rappelle les objectifs et les méthodes des soirées-débats. On part du principe que toutes les personnes présentes ont droit, à égalité, à la parole. Il s'agit de procéder à la confrontation des idées de chacun dans le respect mutuel impliquant un exercice de pensée réflexive face aux idées reçues. Quelque soit notre formation, nous pouvons tous nous essayer à la philosophie pour conduire notre vie. Philosophier, c'est être présent au monde qui nous entoure et tenter de le comprendre par la pensée. Il est enfin précisé que la méthode du débat requiert l'écoute réciproque. L'écoute des autres implique de ne pas monopoliser la parole. L'efficacité du dialogue exige la concision de tous. Pour intervenir chacun en fait la demande auprès de l'animateur et attend son tour. La priorité est accordée à celui qui n'a pas encore parlé. La règle veut qu'on ne coupe jamais la parole de celui qui est en train de s'exprimer. Le principe de base de la soirée-débat pour « Philo & Partage est au fond, assez conforme à l'esprit de la méthode préconisée par René Descartes, à savoir « *Ne jamais rien admettre comme vrai, sans l'avoir soi-même jugé comme tel* ».

Jean-Paul rappelle que toutes les informations concernant l'association sont disponibles sur le site : www.philoetpartage.fr

Introduction de Gaston QUINCIEU :

La crise, un mot banalisé ou un mot tabou ?

Concernant l'origine du mot : « crise » vient du grec « krisis » qui a le sens de « jugement » « décision ». D'autres éléments de définitions : un changement rapide voire un accident survenant dans l'état d'une personne – une tension ou une passion pouvant atteindre un point de paroxysme – un défaut, un manque, une pénurie – une période difficile souvent décisive dans l'évolution d'une société, d'une institution – un moment où toutes les valeurs reçues sont mises en doute.

Alors, de quelle crise parle-t-on ?

- ... de la crise de l'adolescence - de la crise de nerf – d'une crise cardiaque
- ... de la crise du pétrole – de la crise du logement – de la crise de l'emploi
- ... de la crise politique ou d'une crise de pouvoir nécessitant la dissolution de l'assemblée et la constitution d'un nouveau gouvernement
- ... de la crise économique de 1929, où l'État français s'est vu contraint de dépasser ses fonctions régaliennes pour jouer un rôle de régulateur et d'État « dirigiste » dans l'économie nationale
- ... de la crise financière de 2008 appelée crise des « subprimes » qui a secoué le milieu bancaire
- ... de la crise migratoire, avec la gestion difficile des populations en errance
- ... d'une crise identitaire, liée à une catégorie d'individus en situation d'emploi précaire et qui ne se reconnaissent dans aucune filiation professionnelle OU encore crise identitaire d'une Nation en repli sur elle-même cherchant à s'éloigner de valeurs communautaires auxquelles elle avait pourtant adhéré
- ... d'une crise de sociabilité, avec le délitement du lien social et la montée de l'individualisme, la difficulté du vivre ensemble dans certains quartiers
- ... d'une crise sanitaire liée à une pandémie ou à un risque naturel
- ... de la crise environnementale liée à la recherche du développement durable
- ... de la crise de la culture comme marchandise à libéraliser ou au contraire comme bien à protéger

Au vu de cette liste qui ne prétend pas à l'exhaustivité, une question vient à l'esprit : *doit-on parler de crises au pluriel avec des interdépendances OU d'une crise multiforme avec un cœur de domaine ?*

Par ailleurs, suivant sa nature et son ampleur, on conçoit très bien qu'une crise puisse impacter les sociétés, les États et leurs institutions, les organisations sociales, les systèmes de production des biens et des services, évidemment les individus citoyens. On se doute également que répondre à une crise qui frappe différents échelons de la société passe par des actions collectives concertées et coordonnées. Sur ce dernier point, une autre interrogation :

Au regard du pluralisme institutionnel que l'on connaît, des politiques poursuivies et des jeux de pouvoirs de chacun des acteurs, est-ce que cette synchronisation est aussi simple qu'elle y paraît : quel que soit le type de crise ?

Une chose est sûre : le caractère exceptionnel d'une crise et son effet de masse, requiert la mobilisation de la puissance publique, à commencer par celle de l'État, ne serait-ce qu'en raison de ses fonctions régaliennes ou plus généralement de ses compétences. Cependant, prérogatives de l'État mises à part, toutes les crises touchant le territoire national ne justifient pas forcément une gestion des plus centralisée même si ce genre de crise nécessite la mise en œuvre d'une politique publique avec ses moyens associés.

Et là encore, une question peut nous interpeller. *Dans quelle mesure les transferts de compétences de l'État vers les collectivités locales d'un côté et vers les institutions supranationales d'un autre (U. E) permettent-ils de bien gérer les crises ? N'y-aurait-il pas des pertes en lignes ? question corollaire : Comment s'appliquent aujourd'hui les notions de souveraineté et de subsidiarité ?*

Une autre réflexion concernant la gestion des crises : bien ou mal gérée une crise est-elle réversible ? *Autrement dit, peut-on revenir à un état initial, celui d'avant la crise OU faut-il considérer les crises comme des moments opportuns pour faire évoluer notre société, réformer nos institutions ?*

Quant aux organisations et aux individus, comment réagissent-ils face aux crises ? Sont-ils à la fois suffisamment résilients pour encaisser les ondes de choc d'une crise et suffisamment souples pour s'adapter à la situation qui en résulte ?

Institutions et individus n'ont-ils pas leur propre mode de fonctionnement et faire bouger une organisation qui a sa propre infrastructure, son personnel, ses règles juridiques, ses normes, ses valeurs, sa culture : est-ce si évident ? Moi-même, ai-je envie de changer mon comportement, mes habitudes ?

Pour conclure cette présentation, voici une dernière question : *quels sont les effets les plus marquants d'une crise dans le fonctionnement d'une société telle que nous la vivons ?* ... que ce soit sur le vivre ensemble ou le repli sur soi, sur la confiscation du pouvoir politique, sur le changement du mode de gouvernance d'une collectivité territoriale ou du management d'une entreprise, sur le développement de la démocratie participative, enfin sur la transformation des valeurs morales propre aux individus ?

Quelques références : des courants de pensée sur l'économie « le Keynésianisme » avec *John Maynard Keynes* économiste anglais, « l'école de Vienne » avec *Friedrich Hayek* philosophe et économiste d'origine autrichienne, « l'école de Chicago » avec *Milton Friedman* économiste américain, « la théorie hétérodoxe » avec *Joseph Schumpeter* économiste d'origine autrichienne ; sur les organisations « le courant néo-institutionnalisme » avec les travaux de *James March* et *Johan Olsen* sociologues américains ; des lectures sur la société et les institutions avec *Pierre Muller* chercheur français spécialiste des politiques publiques et *Pierre Rosanvallon* historien et sociologue français ; des films avec « *Les nouveaux chiens de garde* » de G. Balbastre et Y. Kergoat, « *Demain* » de C. Dion et M. Laurent .

Synthèse des différentes interventions de la soirée

(Réalisée à partir des notes prises par Jean-Pierre Moreau)

Pour illustrer certaines particularités de la crise que nous traversons, un participant fait part de son expérience professionnelle dans la prévention et la gestion des situations de crises industrielles. Il montre que l'identification des risques et l'anticipation de leur conjonction permettent de retrouver de l'ordre et de la stabilité lorsque la crise, provoquant un état désordonné, souvent bref, éclate. La prévision, l'enregistrement et la prise en compte des alertes, permettent aux organisations (industrielles, services de sécurité, préfecture, secours, systèmes d'information des populations...) d'intervenir au moins sur ce qui est connu et gérable afin que la part d'aléas soit la plus réduite possible.

Il semble que dans les changements actuels de l'état du monde, il n'y ait eu ni anticipation, ni planification d'une sortie de crise, peut-être par la rapidité de modifications importantes comme l'informatisation ou la mondialisation. Les sociétés seraient sous état de choc général, dans l'impossibilité de planifier un retour à une certaine stabilité. À moins, comme certains le soulignent, qu'il n'y ait pas de volonté suffisante pour cela. Des logiques différentes s'opposeraient : d'une part celle qui soutient que la crise à du bon (remise en cause d'un monde passé, accumulations de profits...) caractérisée par l'égoïsme, l'individualisme et le cynisme de la civilisation occidentale, de l'autre celle de ceux qui souffrent de la situation et qui espèrent que le bien-être des populations sera de nouveau le souci premier des responsables politiques.

La société est constituée de multiples réseaux normalement interconnectés, si ce n'est, interdépendants, or, comme dans le cerveau humain, si on devient aveugle à ses propres actions, on va vers l'épilepsie ou la folie. La société, comme pour la vie de chacun, a besoin de sens et les dirigeants ont une responsabilité importante pour éviter, autant que possible, puis gérer et enfin sortir des crises. Dès lors on s'interroge sur le délabrement éventuel des organismes politiques (États, organisations internationales, institutions mondiales et ou nationales...) qui montrent tellement d'impuissance à anticiper, à réguler puis à stabiliser. On se demande si, au contraire la volonté ne serait pas de faire durer la situation actuelle qui a au moins deux avantages : celui de renforcer l'accumulation des profits financiers et celui de réduire la démocratie par toute une série de restrictions ou de lois contraignantes.

Ce sentiment est renforcé par plusieurs exemples : sur le refus de prévoir ou d'anticiper (écologie, énergie, migrations...) sur la soumission des politiques aux pouvoirs des trusts, sur l'obstination à rester sur des dogmes qui ont montré leur inefficacité.

En matière d'écologie ou de dérèglement du climat, comme sur la disparition des énergies fossiles : on ne devrait plus pouvoir dire qu'on ne savait pas. Depuis des décennies maintenant, des lanceurs d'alertes, individus ou organisations, attirent l'attention des pouvoirs publics sur tous les risques qu'encourt l'Humanité. Les seules réponses apportées consistent : soit à culpabiliser les personnes (trier vos déchets, consommer moins...), certes nécessaires, mais insignifiantes au regard des gaspillages générés par les surproductions ou de l'individualisme des transports, soit à promettre des grandes actions toujours reportées (COP 21), soit encore à s'approprier les ressources des autres pays par tous moyens allant jusqu'à la guerre.

Ainsi la raréfaction de l'eau potable est annoncée comme un risque majeur, mais on ne s'en soucie pas sauf à, dès maintenant, fermer ses frontières pour éviter les vagues de migrations, elles aussi complètement prévisibles, des populations qui quitteront leurs pays devenus arides, comme celles qui le quittent à cause de la faim, de la guerre ou des massacres, ou fuiront leurs terres menacées d'inondation par les dérèglements du climat.

L'exemple des négociations, semi clandestines, du traité de libre échange entre les USA et l'Union Européenne (TAFTA), confirme que les intérêts privés représentés par les multinationales et les banques prennent le dessus sur les politiques nationales et les États (voir annexe 1), ceux-ci étant de plus en plus soumis aux volontés des financiers.

Le politique serait d'autant plus hors-jeu qu'il continue, globalement, à défendre un seul modèle, celui du libéralisme, dans une pensée unique exprimée par « on ne peut pas faire autrement », largement relayée par de nombreux médias. L'objectivité des informations que nous recevons peut souvent être remise en cause, tellement elles donnent du pouvoir à ce qu'elles choisissent de mettre en avant. Il est cependant à noter qu'au-delà de prises de positions partisans, la presse écrite apporte encore beaucoup de faits et d'éléments permettant de se faire sa propre opinion.

Dans le domaine des fléaux parfaitement connus, et qui grandissent en période de peur ou de crise se trouve la constitution de boucs-émissaires : c'est la faute de l'autre, de celui qui est différent, de l'étranger. Les difficultés économiques et sociales, l'incertitude de l'avenir, les guerres, accélèrent le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, la xénophobie, le rejet et l'exclusion. Le XXème siècle nous a montré jusqu'où cela peut aller, mais les dirigeants, là encore, semblent impuissants à s'opposer à cette progression en oubliant leur devoir, de faire respecter la loi républicaine, de plaider pour le respect et la tolérance et de défendre la paix en toutes circonstances.

Il est fait observer que parmi les difficultés du moment il y avait une sorte de crise du passage d'une certaine forme d'ignorance vers une connaissance plus grande. En effet avec internet, celui qui veut s'informer et accéder à toutes sortes de connaissances peut le faire, d'où l'apparition d'un certain malaise face à l'état du monde, d'une crise d'identité reposant les grandes questions métaphysiques de sa propre existence : Qu'est-ce que je fais dans ce monde ? Pourquoi ? De quoi ai-je besoin pour vivre ? Quel est le sens de ma vie ? Que puis-je faire ?

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la société s'est organisée, selon certains, sur le mode de la « médiocratie ». Tout le monde, à l'exception des élites, doit se couler dans le même moule qui définirait le consommateur-type et le travailleur-type, évidemment basé sur une moyenne qui autorise ainsi l'interchangeabilité, tout en laissant croire qu'il faut être le meilleur dans son domaine afin de favoriser toutes les mises en concurrence. La supercherie du « marché du travail » en est une caricature : être le meilleur tout en étant interchangeable est une impossibilité. Ce modèle a pour but une croissance permanente. Or, chacun sait que nous vivons dans un monde fini, que les ressources ne sont pas inépuisables et qu'il faut donc penser un monde post-croissance. C'est-à-dire qu'il faut être conscient que rien ne sera plus jamais comme avant, d'ailleurs à quelle époque fixer cet avant.

Si on s'accorde à penser que les pouvoirs et les institutions actuels ont montré leur incompétence, leur immobilisme ou leur médiocrité, certains estiment que de nouveaux pouvoirs sont à réinventer.

Face aux ambitions de breveter le vivant et les connaissances, refusant ainsi le partage et la transmission, il semble urgent de retrouver un sens à la vie individuelle et collective, de partir de nos besoins vitaux et des moyens dont on peut disposer pour tracer de nouveaux circuits économiques, sociaux et démocratiques, courts, proches des gens afin d'être efficaces.

Encore faut-il que les individus en aient pleine conscience et qu'ils trouvent la force ou le courage de l'exemplarité dans leurs convictions et dans leurs actes individuels ou collectifs. Ils auront ensuite la possibilité d'utiliser les trames des organisations existantes ou d'en créer des nouvelles.

Annexe 1 : contribution de Robert Pilli

Annexe 2 : contribution de Jean-Pierre Moreau

Bibliographie :

- L'homme réseau-nable : Lionel Naccache
- La crise sans fin : Myriam Revault d'Allonnes
- L'homme qui vient après le libéralisme ; Dany-Robert Dufour
- La liberté ou le pouvoir de créer : Robert Misrahi
- Quand la misère chasse la pauvreté : Majid Rahména
- L'obsolescence de l'homme : Gunther Anders